

De la difficulté de développer le tourisme solidaire en Afrique subsaharienne

L'exemple (déjà ancien) du « tourisme rural intégré » en Basse-Casamance

Jean-Philippe Principaud

Volume 29, numéro 1, 2010

Tourisme et autochtones

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1024759ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1024759ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Université du Québec à Montréal

ISSN

0712-8657 (imprimé)

1923-2705 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Principaud, J.-P. (2010). De la difficulté de développer le tourisme solidaire en Afrique subsaharienne : l'exemple (déjà ancien) du « tourisme rural intégré » en Basse-Casamance. *Téoros*, 29(1), 90–99. <https://doi.org/10.7202/1024759ar>

Résumé de l'article

Comme dans beaucoup de pays du sud, des formes de tourisms dits alternatifs se mettent en place où la « rencontre » avec les autochtones a plus ou moins lieu, mais où la lutte contre la pauvreté est une réelle préoccupation. Nous revenons dans le cas en présence, sur l'expérience déjà ancienne, à un moment interrompu pour cause de sévère rébellion, du « tourisme rural intégré » en pays Diola, en Basse-Casamance.

Pour bien comprendre la situation actuelle des campements villageois de cette région naturelle du sud du Sénégal, nous nous plongeons dans les origines de ce concept de « tourisme rural intégré » et nous revenons sur les difficultés du développement de ce tourisme solidaire avant l'heure.

Malgré les efforts du gouvernement sénégalais depuis le début de cette expérience et lors de l'alternance politique pour mettre fin au conflit casamançais, la relance de ces campements semble plutôt difficile.

Le manque d'organisation et de professionnalisme des différents acteurs se ressent, en dépit d'un diagnostic et de propositions établis par des acteurs avisés. Le potentiel de la région, notamment en produits écotouristiques, apparaît comme suffisant pour assurer des revenus à ces populations déjà habituées à recevoir des touristes. Aussi faudrait-il que tous les acteurs concernés travaillent dans la même direction.

De la difficulté de développer le tourisme solidaire en Afrique subsaharienne

L'exemple (déjà ancien) du « tourisme rural intégré » en Basse-Casamance

Jean-Philippe PRINCIPAUD

Géographe

Institut Supérieur International de Tourisme de Tanger (ISITT)

jpprincipaud@yahoo.fr

RÉSUMÉ : Comme dans beaucoup de pays du sud, des formes de tourisms dits alternatifs se mettent en place où la « ren-contre » avec les autochtones a plus ou moins lieu, mais où la lutte contre la pauvreté est une réelle préoccupation.

Nous revenons dans le cas en présence, sur l'expérience déjà ancienne, à un moment interrompu pour cause de sévère rébellion, du « tourisme rural intégré » en pays Diola, en Basse-Casamance.

Pour bien comprendre la situation actuelle des campements villageois de cette région naturelle du sud du Sénégal, nous nous plongeons dans les origines de ce concept de « tourisme rural intégré » et nous revenons sur les difficultés du développement de ce tourisme solidaire avant l'heure.

Malgré les efforts du gouvernement sénégalais depuis le début de cette expérience et lors de l'alternance politique pour mettre fin au conflit casamançais, la relance de ces campements semble plutôt difficile.

Le manque d'organisation et de professionnalisme des différents acteurs se ressent, en dépit d'un diagnostic et de propositions établis par des acteurs avisés. Le potentiel de la région, notamment en produits écotouristiques, apparaît comme suffisant pour assurer des revenus à ces populations déjà habituées à recevoir des touristes. Aussi faudrait-il que tous les acteurs concernés travaillent dans la même direction.

Mots-clés : Basse-Casamance, « tourisme rural intégré », campements villageois, tourisme alternatif, développement local.

Le développement touristique semble être de plus en plus un moyen de dynamiser de manière tangible l'économie de certaines régions des pays du Sud. L'Organisation mondiale du tourisme a fait de ce dernier un cheval de bataille avec comme thématique forte la lutte contre la pauvreté. Cette antenne des Nations Unies multiplie les enquêtes et publications sur le sujet (OMT, 2002). La littérature touristique abonde sur le tourisme durable où l'on trouve la nécessité d'encourager le tourisme solidaire, l'écotourisme et d'autres tourisms alternatifs susceptibles de s'attaquer notamment aux problèmes de la pauvreté et de la préservation de l'environnement. Notre article a pour objectif de s'interroger sur l'intérêt d'encourager ces formes de tourisms originales comme le « tourisme rural intégré » en Afrique subsaharienne.

Il apparaît compliqué de mettre en place des « modèles alternatifs » de tourisme dans une région du monde où les contraintes sont multiples, et la dépendance vis-à-vis des professionnels du secteur du tourisme reste encore

importante malgré des tentatives plus ou moins fructueuses. La mondialisation du tourisme rend le marché fragile et même chaotique, le voyagisme réévaluant constamment la situation.

Dans le cas en présence, le géographe Georges Cazes (1989 : 329) a bien résumé le problème de fond. Il estime clairement qu'il « est celui de l'adéquation soigneuse des aménagements touristiques aux conditions socio-économiques spécifiques du milieu d'accueil : seule une telle intégration (dans les sens multiples et cumulatifs du terme) permet une authentique valorisation des ressources locales et un maintien effectif sur place des bénéfiques produits ».

Notre article s'inscrit dans le champ des études entamées au milieu des années 1990 sur le tourisme et son développement en Afrique de l'Ouest après avoir effectué de nombreux terrains en Afrique guinéenne. Nous cherchons à appréhender les expériences de tourisme alternatif à même de répondre à un meilleur développement dans des régions

enclavées ou dépourvues d'infrastructures de base, ralentissant l'ouverture au monde et les possibilités qu'offrent les contacts avec d'autres populations.

À l'origine du concept de « tourisme rural intégré »

Pour bien comprendre les originalités de cette expérience lancée au début des années 1970, nous devons nous attarder sur les fondements de ce concept de « tourisme rural intégré » dont le laboratoire a été la Basse-Casamance au Sénégal.

Face aux dégâts déjà causés par le développement du « tourisme de masse », c'est-à-dire celui qui se fonde essentiellement sur les résultats économiques et les performances techniques, il fallait en quelque sorte trouver de nouvelles formules de tourisme prenant plus en considération l'être humain et l'environnement.

Au début de la décennie des années 1970, l'Agence pour la coopération culturelle et technique (ACCT), depuis 1995 Agence de la francophonie, charge Christian Saglio, jeune ethnologue et futur conseiller technique du ministre en charge du tourisme, d'élaborer un projet de « tourisme à la découverte ». Le but est de permettre des « contacts réels entre les invités et les invitants » (Saglio, 1985 : 29-32). Cette idée allait se concrétiser au Sénégal, en Basse-Casamance, sous l'appellation de « tourisme rural intégré ».

Ce concept est largement développé et expliqué par Christian Saglio lors d'un séminaire à Washington fin 1976 publié par la Banque mondiale en 1979 (Saglio, 1979 : 316-330).

Pour bien saisir l'essence même de ce qui s'annonçait comme une forme de tourisme alternatif et solidaire avant l'heure, nous retiendrons l'essentiel de la philosophie du projet originel de « tourisme rural intégré ».

Le « tourisme rural intégré » consiste dès le départ à mettre en place des campements touristiques intégrés dans les villages existant en Basse-Casamance, habités par l'ethnie diola (ou *Joola*) originaire de l'Empire du Mali, mais contrainte de venir dans la région de Casamance suite à l'avancée des Malinkés conquérants aux XIII^e et XIV^e siècles.

Ces moyens d'hébergement reposent sur l'habitat vernaculaire de cette partie de la Casamance — qui offre un confort minimum — et ils doivent être construits, gérés et exploités par les habitants.

À partir de ces bases, tout un développement endogène devait être en quelques années efficient :

- Développer un véritable tourisme de découverte s'appuyant sur un patrimoine naturel et culturel au sens large des plus variés ;
- Combattre — en créant de nouveaux emplois — l'exode rural des jeunes vers les villes et principalement Dakar, la capitale politique et économique ;
- Mobiliser les populations diola concernées en les informant et en les motivant.

Méthodologie de recherche

Deux courts terrains de recherche ont été réalisés en Basse-Casamance dans la zone des campements intégrés en avril 2006 et avril 2009 dans le cadre d'un partenariat

entre l'Université Cheikh Anta Diop, le département de géographie (chaire UNESCO) et le laboratoire PRODIG de Paris I Panthéon Sorbonne. Un technicien du ministère du tourisme détaché au Service régional du tourisme de Ziguinchor nous a accompagnés pour faciliter les rencontres des principaux acteurs du « tourisme rural intégré » et les déplacements dans de multiples endroits.

Ces deux séjours devaient nous permettre d'avoir une idée assez précise de l'évolution de ces campements et de leurs villages — supports en collectant des données brutes, en réalisant quelques entrevues pour évaluer des difficultés actuelles de la pérennisation de cette expérience souvent jugée exemplaire. Ce travail complète également notre connaissance des aspects variés du tourisme international en Afrique de l'Ouest et nos recherches doctorales en la matière sur le Bénin, après maints déplacements dans la sous-région.

Nous n'avons pas pu réaliser une analyse approfondie, par contre nous avons pu actualiser à certains égards les connaissances acquises sur cette expérience de tourisme solidaire démarrée il y a presque 40 ans.

Seuls cinq campements intégrés, en activité, ont été étudiés, les autres se trouvant dans une situation de fermeture ou d'abandon, voire en pleine rénovation avec de gros travaux (voir illustrations 2, 3, 5 et 6), des terrains d'autant plus intéressants qu'ils ont été effectués à la fois pendant une période d'accalmie (printemps 2006) et une période de crispation du conflit casamançais (printemps 2009).

Les informations collectées devaient nous aider à mieux comprendre les enjeux de ce tourisme géré par les autochtones sur un territoire en mal de développement depuis trop longtemps, mais non dépourvu de réels atouts pour contribuer à la lutte contre la pauvreté dans beaucoup de villages démunis.

Basse-Casamance comme modèle de tourisme solidaire en Afrique

Ce n'est pas le fruit du hasard si la Basse-Casamance a été choisie comme région pilote et aussi laboratoire d'un certain tourisme solidaire pour introduire le concept de « tourisme rural intégré », cette expérience devait répondre au moins aux quatre points essentiels rappelés par le professeur Mimoun Hillali (Hillali, 2007 : 34) :

- La population est impliquée dans l'organisation du tourisme ;
- La population est bénéficiaire financièrement des retombées de ce tourisme grâce au travail qu'elle accomplit ;
- La prestation touristique est organisée de manière telle qu'elle ne déstabilise pas les équilibres écologiques, économiques, humains et culturels locaux ;
- Le séjour est axé sur la compréhension des réalités locales et l'immersion culturelle.

La population à majorité diola de cette petite région naturelle méridionale du Sénégal (7339 km²) dont Ziguinchor est le chef — lieu administratif — était désireuse de participer à cette aventure. Ce peuple africain s'inscrit dans le respect de la nature et de la vie, et est très attaché à conserver la tradition, la liberté culturelle et son identité multiséculaire. Son patrimoine ethnoculturel et artistique singulier a été

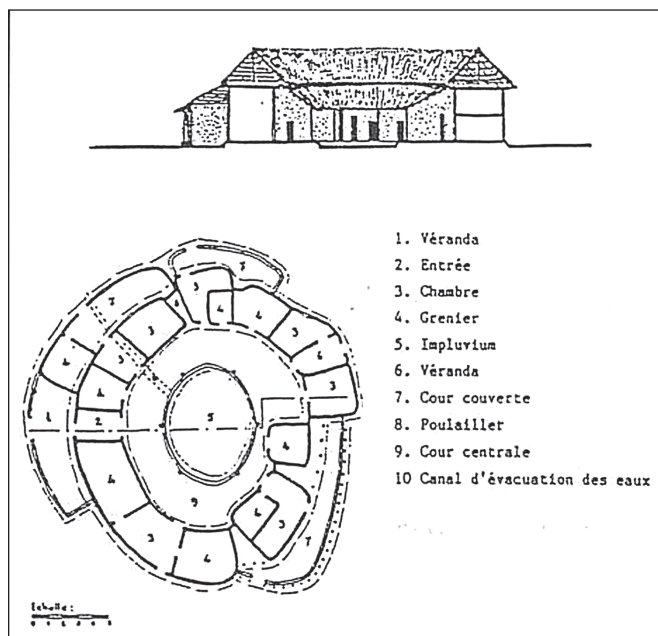


ILLUSTRATION 1 : Profil et plan de la case à impluvium d'Enampore
(source : Pélissier, 1966 : 844).

mis en lumière par d'éminents ethnologues ou géographes tropicalistes depuis des décennies (Thomas, 1958 ; Pélissier, 1966 ; Cormier-Salem, 1992).

Ainsi, de 1974 à 1985, dix campements communautaires, appelés aujourd'hui campements villageois vont tour à tour ouvrir à la fois sur la rive gauche et sur la rive droite du fleuve Casamance : rivage fluvial à Elinkine et maritime à Abéné, et intérieur forestier plus ou moins dense pour Oussouye, Enampore, Dioher, Affiniam, Coubalan, Thionck-Essyl, Baïla et Silokolo.

Ce produit touristique innovant s'appuyait sur un campement construit et tenu par les communautés locales diola. Il devait utiliser les matériaux locaux en respectant l'architecture traditionnelle. L'exemple le plus mis en avant de l'architecture diola fut la case à impluvium, très ingénieuse de par sa conception. Il démontre depuis longtemps l'utilisation intelligente et durable des ressources naturelles par certaines populations d'Afrique noire, comme le montrent les documents proposés (voir illustrations 1 et 2) dont celui extrait du travail du tropicaliste Paul Pélissier (Pélissier, 1966 : 844). En effet cet immense bâtiment rond, à double toit, dont l'un en forme d'entonnoir, permet de remplir rapidement pendant la saison des pluies (mai à septembre) le réservoir placé sous l'ouverture centrale. Cet aspect figure à la fois en bonne position dans les guides touristiques à l'instar de l'édition de 2003 du guide *Le Sénégal aujourd'hui* des Éditions du Jaguar, à la page 120 consacrée à Enampore ou dans les brochures touristiques des voyageurs impliqués dans le tourisme solidaire comme celle du Point Afrique (saison 2007-2008) intitulée *Rendez-vous en terres d'Afrique* à la page 20 (photo de l'intérieur de la case à impluvium mise en valeur).

Cette utilisation des techniques de construction et des matériaux locaux, largement reprise dans le modèle des écologues liés à l'écotourisme (Costa-Rica, Kenya), permet de faire du campement un espace de vie répondant au plus près au concept de « tourisme rural intégré » : elle minimise les coûts de construction, réduit le contraste entre le prestige des installations des touristes et des villageois et enfin facilite les contacts et les échanges.

Dès l'origine du projet, et notamment lors de la première saison en 1974, il avait été convenu de se servir des moyens de transports traditionnels comme les canoës et pirogues, et des modes naturels de communication telles les voies d'eau. En Basse-Casamance, il s'agit des *bolongs* (bras d'eau liés à la mer, salés et soumis à la mer).

Principes de la mise en place de ce nouveau produit touristique en Afrique subsaharienne

Ce nouveau produit touristique s'appuyait en premier lieu sur un campement tenu par des communautés locales diola, s'apparentant à ce qu'on appellerait aujourd'hui le tourisme solidaire. Nous retiendrons que la finalité de cette nouvelle pratique du tourisme est d'amener le « touriste-client » à la solidarité dans le processus même du projet touristique. Autrement dit, l'action touristique est bien insérée dans une action de développement local.

Cette expérience devait proposer un tourisme maîtrisé par les populations dont l'essentiel des bénéfices devaient aider au développement local des villages choisis. De 1974 à 1987 la capacité totale atteinte se limitait à 406 lits pour un investissement de 30,5 millions de FCFA¹ soit 610 000 FF (aujourd'hui 93 048,79 euros).

Le coût unitaire par lit revenait à 75 100 FCFA (1502 FF ou 228,97 euros) alors que dans l'hôtellerie moderne, selon les rapports de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) ou de la Banque mondiale, il était entre 1,2 et 2,65 millions de FCFA (de 24 000 FF à 53 000 FF ou de 3658,77 à 8079,79 euros).

La main-d'œuvre, non rémunérée, était assurée par les populations concernées pour les travaux. Le ministère du Tourisme sénégalais en 1988 considérait qu'il s'agissait d'une contribution volontaire des habitants bénéficiaires de ces nouvelles infrastructures.

Ainsi ce produit reposait sur la gestion communautaire du tourisme : ces campements de conception et construction locales étaient animés par l'obligation de l'entière participation des villages concernés, au niveau du fonctionnement et de la gestion de la nouvelle structure touristique. Cela sous-entendait dès le départ que les futurs bénéfices réalisés devaient obligatoirement être affectés selon les décisions d'une réunion communautaire annuelle.

À ce propos, les premiers bilans effectués par la coordination du TIR (tourisme rural intégré) à Ziguinchor donnaient de bons résultats dès 1978 (bénéfices nets : 45,5 % des recettes) et se prolongeaient à la fin des années 1980 (1988 : environ 30 % des recettes) (Cazes, 1992 : 184).

Le but était de réaliser prioritairement dans chaque village des équipements collectifs utiles (écoles, dispensaires de campagne...) et de promouvoir de manière réfléchie

les activités productives des localités (pêche, agriculture, artisanat), ce que confirme l'étude très complète de la géographe sénégalaise Sène-Diouf : « [T]ous les villages ayant un campement ont pu réaliser au moins un ou deux équipements d'utilité publique. » (Sène-Diouf, 1987 : 278)

Territoire précurseur du tourisme durable confronté à une situation explosive

Lorsque le choix se porte sur la Basse-Casamance au tout début des années 1970 pour mener à bien cette expérience de « tourisme rural intégré », cette partie de l'Afrique de l'Ouest est épargnée par l'instabilité politique et les conflits. Mais dans un Sénégal à plus de 90 % musulman, la Basse-Casamance fait exception avec une population chrétienne relativement importante et attachée à l'animisme. Jean-Claude Marut, historien et chercheur associé entre autres au CEAN (Centre d'études d'Afrique noire) de Bordeaux explique la détérioration de cette province sénégalaise enclavée à l'aube de la décennie 1980 (Marut, 1996 : 27).

Le mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC) né dès 1947, dirigé par un prêtre catholique du nom de l'abbé Diamacoune, avait pour vocation de promouvoir les natifs de la région. La revendication séparatiste et indépendantiste est apparue au grand jour qu'en 1982.

Alors que la région s'était ouverte au tourisme international dès 1973 avec l'ouverture d'un aéroport au cap Skirring consécutivement à celle du Club Méditerranée et au développement du « tourisme rural intégré », le MFDC estimait haut et fort que les Casamançais étaient lésés par rapport aux « Nordistes » (c'est-à-dire les Sénégalais du Nord) qui pillaient depuis longtemps les ressources abondantes du Sud, très fertile.

Cette expérience saluée un peu partout dans le monde et montrée en exemple comme jadis le Costa-Rica pour le développement maîtrisé pendant quelques années de son écotourisme (Aguirre, 2006 : 146-149) est mise à mal au début des années 1990. Dans un article en 1998, Didier Masurier, anthropologue et auteur aussi de l'ouvrage *Hôtes et touristes au Sénégal — Imaginaires et relations touristiques de l'exotisme* (Masurier, 1998b), met en lumière le « décollage » touristique des campements. Nous apprenons que de 1979 à 1985 nous passerons de 6464 touristes à 20 889 (223 % de croissances en six ans avec de larges bénéfices) (Masurier, 1998b : 242).

Au début des années 1990, le « tourisme rural intégré » est brutalement compromis alors que les exactions se multiplient (400 morts en 1992-1993). En 1995, plusieurs touristes français sont portés disparus, on ne retrouvera jamais leurs corps. Cet événement sera dramatique, la clientèle européenne constituant 95 % des arrivées dans les campements de la région de Ziguinchor selon les statistiques du ministère du Tourisme et des Transports aériens de cette période. Au plus fort de la saison touristique, en janvier 2001, le campement d'Enampore n'enregistre que 21 nuitées, pourtant l'armée surveille de près l'ensemble des zones touristiques de la Casamance et investit les campements pour protéger les Occidentaux (Mané, 2001 : 57).



ILLUSTRATION 2 : Le village d'Enampore, aperçu de l'immense bâtiment rond à double toit de la case à impluvium (photo : Jean-Philippe Principaud).

Possible relance des campements villageois de la Basse-Casamance

L'accord de paix de 2004 devait mettre fin à un conflit vieux de plus de 20 ans, le président sénégalais Abdoulaye Wade confirmant sa volonté de renouer le dialogue avec le MFDC. Toutefois les professionnels du tourisme regardent à deux fois la situation géopolitique, surtout sur le continent noir où tout peut basculer très vite comme le rappelle un des meilleurs spécialistes (Hugon, 2009 : 63-79).

Le tourisme en Basse-Casamance est des plus fragiles et est dépendant (il ne faut pas se cacher la réalité) de voyageurs généralistes ou spécialistes désireux d'inscrire dans leurs catalogues cette destination africaine parmi beaucoup d'autres sur le continent. Le gouvernement sénégalais par la voix de son ministère du Tourisme répète inlassablement depuis le début des années 2000 qu'il veut sortir du « tout balnéaire ». La presse touristique spécialisée ne tarit pas d'éloges sur la Casamance (Filliâtre, 2008 : 21-26).

Si nous nous attardons sur la programmation des seuls voyageurs français, nous constatons rapidement sur la saison 2008-2009 qu'un panel varié de prestataires s'intéresse à la découverte de la Basse-Casamance. Sur le terrain et selon nos sources personnelles, nous avons pu constater qu'une dizaine de grands voyageurs bien installés sur la côte casamançaise entre le cap Skirring et Diembering proposent, à côté du séjour balnéaire classique, une incursion plus ou moins éphémère en terre diola (pouvant aller de la prise d'un repas à une nuitée dans le campement avec découverte de l'artisanat et du folklore).

Trois voyageurs font un effort conséquent dans cette direction :

- Le Club Méditerranée avec son village du cap Skirring, quatre tridents (produit tout inclus) ;
- Jet Tours avec son forfait d'une semaine à la Paillote au cap Skirring ;
- Look Voyage au Royal Kabrousse au cap Skirring avec le plus grand choix d'excursions (produit tout inclus).

De l'autre côté, des voyageurs plus spécialisés sur des niches de clientèles à l'instar de Nomade Aventure, Terres d'Aventure ou Voyageurs du Monde programment des circuits et séjours dans un ou plusieurs campements. Un bon



ILLUSTRATION 3 : Le village de Coubalan, vue sur la partie centrale du campement avec les nouvelles cases et en arrière-plan le fleuve Sénégal (photo : Jean-Philippe Principaud).

exemple est le produit « Rando et Kayak en pays Diola », d'une durée de neuf jours, extrait de la brochure *Nomade Aventure* qui privilégie les nuits en campement dans les cases à impluvium (Enampore, M'lomp).

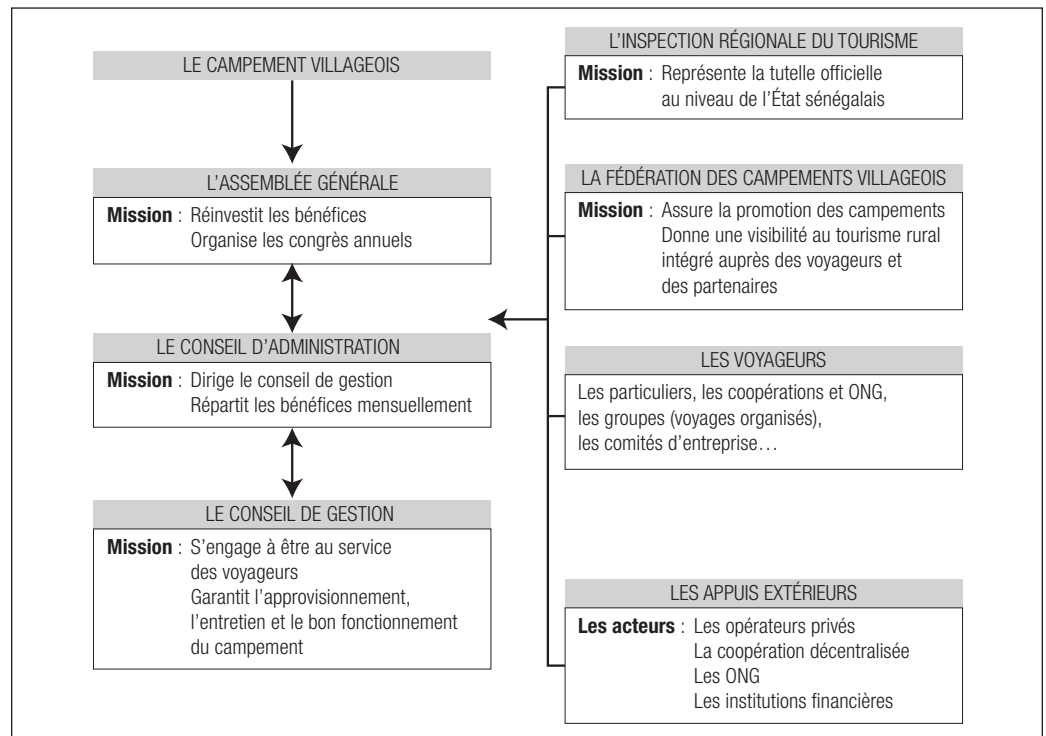
L'accueil des touristes à majorité européens dans ces villages diola ne peut se faire que grâce à la réhabilitation entamée en 2004 de cinq des dix campements originellement construits, à savoir Affiniam, Baïla, Coubalan, Enampore et Oussouye (voir illustration 3) par le biais de la coopération française (Service de coopération et d'action culturelle de l'ambassade de France) et de la coopération allemande par l'agence de coopération technique allemande pour le développement, appelée GTZ (Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit).

La stabilisation de la paix en Casamance² permet de mettre en place progressivement une stratégie de développement touristique pour redynamiser de manière effective les campements liés au « tourisme rural intégré ». L'Inspection régionale du tourisme basée à Ziguinchor entend s'appuyer sur des objectifs simples. Déjà lors de notre venue en avril 2006 dans les locaux de cette administration dotée de peu de moyens (moins de 25 millions de FCFA), un de ces cadres n'hésite pas à avancer que le « tourisme rural intégré doit être un vrai facteur de développement territorial, favoriser les débouchés économiques et sauvegarder le patrimoine architectural, culturel et écologique ».

L'ensemble des acteurs institutionnels concernés (Fédération des campements villageois, Inspection régionale du tourisme...) sont unanimes sur les résultats attendus à moyen terme et font reposer leur optimisme sur le travail accompli par Mlle Bernard chargée de mission de tourisme solidaire (Fond Social de Développement — Casamance) :

- 1- L'impact environnemental dans les villages concernés de la Basse-Casamance :
 - La valorisation et sauvegarde du patrimoine culturel (case à impluvium) et naturel (mangrove, avifaune...);
 - L'utilisation des énergies renouvelables dans un contexte de réchauffement climatique (les touristes y sont très sensibles), comme le solaire;
 - La valorisation de la transformation des produits locaux, les exemples fourmillent : confitures de mangues (Affiniam), transformation du savon ou du sel (Coubalan).
- 2- L'impact socio-économique pour les autochtones :
 - La création d'emplois et de débouchés économiques (hôtellerie/restauration, guidage, agriculture, artisanat...);
 - L'amélioration des conditions de vie des villageois à travers les réalisations collectives au fil des années : création d'une école, d'une maternité...;
 - L'incitation aux partenariats nationaux (avec l'État sénégalais et ses services compétents, les réceptifs privés du tourisme...) et internationaux (services de coopération, ONG, voyagistes engagés dans le tourisme durable et solidaire...);
 - L'encouragement également de la solidarité traditionnelle grâce à un projet permettant de fédérer l'ensemble des secteurs de la société casamançaise.
- 3- L'impact institutionnel :
 - La perspective à court terme d'un véritable statut juridique des campements villageois : ils doivent sortir de l'informel et garantir une gestion saine du chiffre d'affaires réalisé à chaque saison touristique (un cadre de la

ILLUSTRATION 4 : Diversité d'acteurs dans le fonctionnement actuel du campement villageois (source : d'après le Fonds de Développement Social, 2008).



direction régionale du tourisme interrogé lors d'un de nos terrains n'hésitait pas à affirmer la difficulté à connaître réellement les recettes et le flux de touristes dans chacun des campements en activité). Déjà dans les années 1980, Mme Sène-Diouf parlait de « [d]étournements constatés ces dernières années dans les campements » (Sène-Diouf, 1987 : 276) ;

- Une implication de plus en plus forte des institutions à l'échelle locale ou régionale : à savoir la communauté rurale, l'Agence régionale de développement ou l'Inspection régionale du tourisme, dans le but de structurer et professionnaliser le « tourisme rural intégré », d'autant plus que la formule a fait tache d'huile malgré quelques variantes dans beaucoup d'États d'Afrique de l'Ouest (Burkina Faso, Bénin, Mali...) (voir illustration 4).

4- L'impact touristique :

- Les responsables des campements visent la hausse de la qualité des prestations touristiques à tous les niveaux du produit : l'hébergement, la restauration, l'accueil, les activités proposés... ;
- Ils augmentent d'une saison sur l'autre le nombre de touristes et la durée moyenne de séjour de la clientèle pour éviter que « la formule reste marginale encore par rapport au tourisme de séjour » (Sène-Diouf, 1982 : 135).

Pour atteindre de manière efficiente ces résultats il faudrait tenir compte du diagnostic territorial établi par le Fonds social de développement de la Casamance en 2008, fonds lancé en avril 2008 avec l'aide de la France d'un montant d'un million d'euros, pour la période 2008-2011. Celui-ci est destiné à appuyer les projets des acteurs locaux dans le processus de reconstruction et de désenclavement de la région

de Ziguinchor ; les campements villageois sont concernés. Il met le doigt sur les principaux problèmes des campements et la diversité des actions à mener pour pérenniser cette expérience de « tourisme rural intégré » qui avait donné de bons résultats.

Parmi les problèmes rencontrés, il est à déplorer l'inexistence d'une bonne structuration et coordination des acteurs alors qu'ils n'ont cessé de se multiplier ces dernières années avec des échelles de responsabilité variées.

Cette situation complique les choses en l'absence d'un statut juridique officiel des campements villageois. S'ajoute à cela le contexte régional encore délicat. Des troubles réguliers sont relatés par la presse et par des sites officiels actualisés des ministères des Affaires étrangères américain (www.state.gov) et français (www.diplomatie.fr). Cette actualité rend difficile la promotion touristique, la gestion pas assez transparente des structures d'accueil (utilisation des aides et bénéfices), le manque réel de qualification du personnel à tous les niveaux, et enfin le manque d'appropriation du concept « tourisme rural intégré » avec les plus jeunes, ce qui peut se ressentir sur le plan des prestations proposées pendant le séjour de la clientèle venue pour un « autre tourisme ».

Le tourisme dans les campements villageois fait parti d'un micromarché en plein développement depuis le milieu des années 1990, et pour l'aider et le conforter, il faudra, comme le sous-entend le géographe Rémy Knafou, dépasser l'image du tourisme militant où le touriste dépense de l'argent pour donner de son temps, pour aider des populations démunies (Knafou, 2007 : 188-189).

Nous constatons la nécessité dans le plan de reconstruction amorcée de la Casamance de faire une plus large place, à



ILLUSTRATION 5 : Le village de Diembéring, cases abandonnées du campement d'Eten-Elou (photo : Jean-Philippe Principaud).

coté de la création des infrastructures de base à l'édification d'un véritable plan de développement du tourisme mettant l'accent sur le développement local dans les zones rurales à « vocation » touristique. Cependant on peut s'interroger sur la priorité donnée à la pérennisation de cette expérience à la lecture du Projet d'urgence d'appui à la reconstruction de la Casamance (PARC) et à celle du Programme de relance des activités économiques et sociales en Casamance (PRAESC). Ces documents officiels des services compétents sénégalais sont peu bavards sur la relance du tourisme en Basse-Casamance. Il est fait mention d'« appui aux initiatives à vocation économique », de « priorité aux infrastructures et équipements communautaires ».

Mais rien de si étonnant quand on sait que le ministère du Tourisme continue malgré les déclarations de diversification du produit touristique sénégalais de promouvoir le tourisme balnéaire avec en point de mire les futurs sites voués à ce tourisme : le site de Mbodiène, de Pointe Sarène et Joal Finio, tous localisés sur la Petite Côte.

État des lieux du « tourisme rural intégré » en Basse-Casamance

Outre le point d'interrogation sur la desserte de la Casamance après les déboires de la compagnie aérienne nationale, Air Sénégal International, empêtrée dans un long conflit d'actionnariat avec la Royal Air Maroc (La compagnie sénégalaise est clouée au sol depuis le 24 avril 2009. Une autre compagnie devrait voir le jour avant le début de l'été 2010, mais programmera-t-elle pour autant des vols directs vers le cap Skirring ou Ziguinchor?), il reste à promouvoir un « Sénégal autrement » et à renforcer le professionnalisme de tous les autochtones impliqués dans la relance du « tourisme rural intégré ».

Des acteurs privés sénégalais ou étrangers investissent dans la construction ou la reconstruction de campements privés majoritairement sur ou à proximité du littoral, avec l'implication des populations locales plus au moins affirmée. Deux exemples peuvent-être soulignés. D'une part, le campement privé de Diembéring à 10 km au nord du

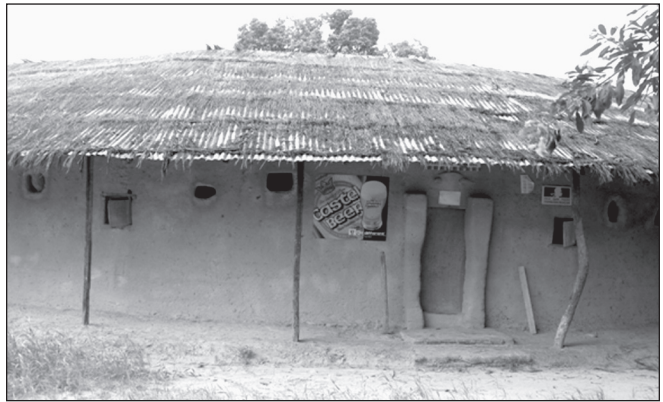


ILLUSTRATION 6 : Le village d'Affiniam, la principale case à impluvium du campement réhabilitée par la coopération française (photo : Jean-Philippe Principaud).

cap Skirring est localisé dans un village entouré d'immenses fromagers. Pendant les années 1980, en pleine « effervescence touristique », quatre campements touristiques avaient été construits avec l'aide d'expatriés. Seuls deux d'entre eux sont aujourd'hui en activité, dont l'un tenu par un couple d'Espagnols, désireux de faire du tourisme alternatif en jouant sur l'« authenticité » du produit qu'ils commercialisent. De l'autre, le campement Asseb, au cœur du village, est tenu par un enfant du pays. Cette structure était quasi abandonnée lors de notre terrain en avril 2006 mais dans un état de délabrement moins avancé que le campement Aten-Elou, installé sur une magnifique dune, dominant le village (voir illustration 5). Les gérants de ces campements privés dits « intégrés » se sont approprié le « label » des campements villageois et ne cherchent nullement à suivre le modèle originel reposant sur la participation des populations et la redistribution des bénéfices. D'ailleurs l'Association de Solidarité et de lutte contre la salinité des rizières de Diembéring (ASLRD) ne reçoit aucune aide de ces acteurs économiques, alors qu'elle est confrontée à de graves problèmes de gestion des digues. Celles-ci ne suffisent plus à contenir les eaux salées amenées par l'océan dans les bras du fleuve Casamance, les rizières sont dramatiquement menacées.

De plus, le campement privé du voyageur Point-Afrique est édifié sur le village Diola de Nikine à quelques kilomètres au sud de Karabane. Le tourisme est pensé comme véritable vecteur de développement et s'apparente de près aux campements intégrés de Basse-Casamance. L'objectif majeur ici est d'aider les paysans et les pêcheurs à mieux vivre de leur petite production maraîchère ou de la pêche en profitant de la source de revenus amenée par les touristes.

Qu'en est-il de nos cinq campements villageois à l'intérieur des terres ? L'ensemble des structures reposent sur un profil presque identique à celui décrit dans les années 1970 (voir tableau 1) : un ou plusieurs villages possèdent en commun un campement, le lieu d'accueil respecte l'architecture traditionnelle (habitat vernaculaire de type case, voir illustrations 5 et 6). Les tarifs proposés reflètent les

Tableau 1 : profil des campements villageois de la Basse-Casamance, saison 2008-2009

Campement	Année d'ouverture	Villages concernés	Capacité et mode d'hébergement*	Tarifs hébergement et restauration	Principales activités proposées	Distance depuis Ziguinchor
Affiniam	1978	Affiniam, Djilapao, Bouteum	44 lits 22 chambres Case à impluvium	H : 3000 FCFA / nuitée Pd : 1800 FCFA Repas : 2500 FCFA Pc : 11800 FCFA	- randonnée en pirogue - pêche dans les bolongs** - représentations folkloriques	30 km (route et piste)
Baila	1976	Baila, Suelle	46 lits 17 chambres Grande case traditionnelle	H : 3000 FCFA / nuitée Pd : 1800 FCFA Repas : 2500 FCFA Pc : 11800 FCFA	- randonnée en pirogue - pêche dans les bolongs - cours de danse et de percussion - lutte traditionnelle diola	47 km (route)
Coubalan	1979	Coubalan, Finthiok, Djilacoune, Ouonch	18 lits 6 chambres Grande case traditionnelle	H : 3000 FCFA / nuitée Pd : 1800 FCFA Repas : 2500 FCFA Pc : 11800 FCFA	- randonnée en pirogue - pêche dans les bolongs - cours de danse et de percussion - reboisement de la mangrove	22 km (route et piste)
Enampore	1974	Enampore, Essyl	25 lits 11 chambres Grande case à impluvium	H : 3000 FCFA / nuitée Pd : 1800 FCFA Repas : 2500 FCFA Pc : 11800 FCFA	- randonnée en pirogue - pêche dans les bolongs - visite des bois sacrés - transformation du sel	25 km (route et piste)
Oussouye	1984	Oussouye, Elubaline, Edioungou	48 lits 17 chambres Grande case à étage	H : 3000 FCFA / nuitée Pd : 1500 FCFA Repas : 3500 FCFA Pc : 12800 FCFA	- randonnée en pirogue - excursion en canoë - cours de danse et percussion - repiquage du riz	43 km (route)

* données constatées sur place en avril 2009 ** ensemble de chenaux et marigots évoluant dans la mangrove

H : hébergement, Pd : petit-déjeuner, Pc : pension complète

Source : données collectées sur le terrain et compilées par l'auteur.

prestations peu élaborées mais dégageant un certain bénéfice après règlement des salaires des employés.

Les activités offertes aux touristes permettent la découverte du milieu, voire la participation active à certaines tâches quotidiennes dans les domaines de l'agriculture, de la protection de l'environnement (voir tableau 1).

En se basant sur les résultats donnés par la Fédération des campements villageois (voir tableau 2) suite aux fiches mensuelles remplies par chaque campement nous arrivons à une moyenne de 6345 touristes par an depuis la saison 2005-2006, mais avec une fréquentation très contrastée selon les campements. Seuls Affiniam et Oussouye tirent leur épingle du jeu et totalisent 94,56 % du flux annuel. Ils représentent les deux campements les plus confortables avec une capacité permettant l'accueil régulier de groupes. Les activités récréatives et culturelles sont très soutenues pendant le séjour des touristes.

Le nombre de nuitées est aussi contrasté avec un total de 16 310 en moyenne par an et 16 000 pour les deux campements déjà cités (98 %). La durée moyenne de séjour de 2,7 jours par touriste révèle aussi de grandes différences selon les campements villageois. Baila est en tête avec sept jours. Cependant d'un campement à un autre, un contingent de touristes vient souvent que pour la journée dans le cadre d'une excursion avec prise de repas.

Le nombre d'employés est assez limité par rapport à celui des chambres (ou lits) : 181 lits (ou 73 chambres) pour 28 employés soit un ratio d'un employé pour 2,6 chambres

(ou 6,45 lits). Notons que dans la grande majorité des pays d'Afrique subsaharienne l'hôtellerie moyenne de gamme obtient un ratio nombre d'emplois / nombre de chambres supérieur à 1, la main-d'œuvre étant peu coûteuse.

Quant à l'origine des touristes, elle se concentre uniquement sur cinq nationalités européennes avec les Français en tête (70 %) suivis des Espagnols (15 %), des Allemands (10 %), des Hollandais (2 %) et des Portugais (1 %). Sont très loin derrière les Italiens et les Anglais. Une trentaine de voyageurs français généralistes ou d'aventure programment les campements chaque année.

Enfin la clientèle réserve majoritairement par l'intermédiaire des agences de voyages situées en milieu urbain (presque 70 % des réservations). Le client cherche à être rassuré sur l'organisation d'un séjour solidaire en « brousse africaine ». Les quelques 30 % restant concernent des réservations directes par téléphone grâce au bouche à oreille qui se développe très vite sur cette formule de « tourisme autrement » (Internet n'est pas vraiment utilisé pour la commercialisation de ce produit) : la fracture numérique se fait sentir en Casamance.

À ce jour de nombreuses réalisations collectives ont été réalisées (voir tableau 2) en grande partie grâce aux bénéfices dégagés par l'activité du campement villageois. Contrairement à certaines enquêtes précédentes effectuées sur le terrain, peu d'éléments sont ressortis. Il semble que le fonctionnement des campements villageois n'échappe pas au secteur dit de l'informel. Un rapport sur l'emploi du Sénégal

Tableau 2 : Principales données statistiques* des campements villageois

Campement	Origine des touristes	Nombre de touristes**	Nombre de nuitées	Durée moyenne du séjour	Capacité d'accueil	Nombre d'employés	Principales réalisations collectives réalisées
Affiniam	Français Espagnols	5000	15000	2,5 jours	44 lits 22 chambres	5	École publique primaire Maternité Projet Halieutique (Djilapao)
Baïla	Français Allemand Espagnols Hollandais Portugai	100	200	7 jours	46 lits 17 chambres	6	École publique primaire Maternité Dispensaire Moulin des femmes Navétanes ***
Coubalan	Français	95	45	1 jour	18 lits 6 chambres	5	Maternité Appui aux associations des jeunes agriculteurs et artisans
Enampore	Français	150	65	1 jour	25 lits 11 chambres	4	École publique primaire Paiement de la taxe rurale Frais concours d'entrée en 6 ^e (hébergement + transport)
Oussouye	Français Espagnols Hollandais	1000	1400	2 jours	48 lits 17 chambres	8	École publique primaire Dispensaire Pirogues (pêche)

* moyenne établie entre les saisons 2005-2006 et 2008-2009 ** le nombre de touristes prend en compte ici la part des clients achetant des repas sans la nuitée (le détail ne nous a pas été communiqué) *** matchs de soccer organisés pendant les vacances

Source : données collectées sur le terrain et compilées par l'auteur.

réalisé par le ministère compétent en 2007 révèle que le « secteur non structuré » génère 97 % des créations !

Les déclarations faites pendant nos enquêtes personnelles, d'un campement à l'autre, mentionnent toujours une répartition des bénéfices mais celle-ci diffère selon les cas. Pour trois des campements (Coubalan, Enampore, Oussouye), les bénéfices réalisés par saison touristique sont versés dans la caisse du village qui les répartit selon les nécessités (santé, éducation, social...). L'association villageoise responsable des projets de développement local au village fait des propositions sur les travaux, les engagements à entreprendre dans l'année courante.

Deux autres situations se présentent au niveau du volet gestion des bénéfices : à Affiniam les bénéfices sont divisés en trois parts égales pour les trois villages qui possèdent en commun le campement (Affiniam, Djilapao, Bouteum) et chaque communauté rurale décide des projets à réaliser dans l'année à venir. Quant à Baïla la répartition des bénéfices peut surprendre d'autant plus que l'un des cofondateurs de cette expérience assure le fonctionnement du campement. En effet 55 % est versé au village et 45 % pour le personnel (six employés déclarés sur la structure). Nous sommes loin des objectifs des campements intégrés mais plutôt dans une logique d'entreprise qui récompense grassement ces meilleurs commerciaux !

Il apparaît très difficile de maintenir l'esprit du « tourisme rural intégré » sans la mise en place d'une politique

concertée avec le respect des engagements de la Fédération des campements villageois. Il n'y a pas à ce jour une charte élaborée pour défendre la transparence, la démarche qualité, le respect des patrimoines locaux.

La formation des acteurs locaux apparaît comme un enjeu crucial, car l'amateurisme domine dans ces campements alors qu'il s'agit d'une niche de clientèle très sensible à cette formule de « contre-modèle » du tourisme de masse. Prenons un seul exemple : l'activité écotourisme est peu développée malgré une diversité biologique qui n'est plus à démontrer en Casamance. Il n'existe aucun produit touristique ornithologique en dépit des quelques 400 espèces d'oiseaux qui occupent les *bolongs* et la mangrove en Casamance. Les apports de cette activité ne sont pas négligeables (Kutay, 1999 : 212-213) et les enjeux sur la valorisation par exemple de la biodiversité sont bien recensés (Cormier-Salem, 2007 : 378-384). Enfin le manque d'accessibilité des sites et l'absence de guidage vraiment spécialisé pénalise le développement socio-économique des villages propriétaires d'un campement.

Conclusion

Notre recherche a montré une nouvelle fois (il y avait eu déjà plusieurs études de réalisées) que le développement du modèle alternatif de « tourisme rural intégré » en Basse-Casamance, au Sénégal, dans l'un des pays les moins avancées (PMA) repose sur la forte volonté des différents acteurs

impliqués au fil des années d'améliorer le projet originel. Outre le contexte géopolitique handicapant à certaines périodes (fermeture des campements, abandon des structures), le mode de gestion est en partie opaque de part l'organisation de ces structures de campements dits intégrés.

Aussi, la valorisation de l'écosystème de la Basse-Casamance est encore à faire en élaborant des séjours responsables qui contribuent à la protection de l'environnement et au bien-être des populations locales. Le National Geographic Society a récemment lancé le concept de géotourisme pour devenir un instrument du développement touristique au niveau national, qu'elle définit comme « un tourisme qui préserve, soutient et valorise le caractère local d'une destination[,] [s]on environnement, sa culture, son esthétique, son patrimoine — et qui profite au bien-être de ses habitants », ce que le Sénégal pourrait appliquer au-delà de la Casamance (Siné Saloum, fleuve Sénégal).

Si les expériences de tourisme durable et solidaire se consolident ou naissent à maints endroits, le tourisme international dans les pays du Sud continue à se développer dans l'optique du profit et de nouvelles filières très rentables (Bautes, 2007 : 93-104). La multiplication des spas luxueux en Asie (Thaïlande, Vietnam...) et des grands centres de villégiature nouvelle génération (station Mazagan dans le cadre du Plan Azur au Maroc) en attestent. ■

Notes

- 1 FCFA, le « Franc de la Communauté française d'Afrique » a été créé le 26 décembre 1945. En 1958 le nouveau franc français, jusqu'au 12 janvier 1994, valait 0,02 FF. Lors de la dévaluation du FCFA, ce même 12 janvier 1994, 1 FCFA valait 0,01 FF. Mais le premier janvier 1999 lors de l'arrimage à l'euro, le change était de 1 euro = 655,957 FCFA.
- 2 À l'heure où nous achevons cet article, les combats semblent s'intensifier à nouveau entre l'armée sénégalaise et des éléments du MFDC prônant le retour aux hostilités.

Bibliographie

- AGUIRRE, Juan Antonio (2006) « Écotourisme, parcs et populations locales au Costa Rica — Le cas des réserves naturelles privées (Monteverde et Santa Elena et des communes voisines) », DANS *L'écotourisme entre l'arbre et l'écorce — de la conservation au développement viable des territoires*, sous la direction de Christine GAGNON et Serge GAGNON, p. 146-149. Québec : Presses de l'université du Québec.
- BAUTES, Nicolas (2007) « Dynamiques et tendances actuelles du tourisme dans les pays en développement », DANS *La mondialisation — l'intégration des pays en développement*, Philippe CADENE (dir.), p. 93-104. Paris : SEDES (coll. Diem).
- CAZES, Georges (1989) « Le mirage touristique dans les pays pauvres : réflexion à partir de quelques exemples de l'Afrique noire francophone », DANS *Pauvreté et développement dans les pays tropicaux (Hommage à Guy Lasserre)*, sous la direction de Pierre SINGARAVELOU, 329 p. Bordeaux : CEGET-CNRS.
- CAZES, Georges (1992) *Tourisme et tiers-monde — un bilan controversé — les nouvelles colonies de vacances?*, Paris : l'Harmattan (coll. Tourismes et Sociétés). Tome 2, p. 176-184.
- CISS, Gorgui et Jean-Philippe PRINCIPAUD (2002) « Le tourisme international dans les États de l'Afrique Guinéenne : état des lieux et perspectives », *Historiens et Géographes*, n° 381, p. 333-344.

- CORMIER-SALEM, Marie-Christine (1992) *Gestion et évolution des espaces aquatiques-la Casamance*, Paris : Éditions de l'ORSTOM (coll. Études et thèses). 583 p.
- CORMIER-SALEM, Marie-Christine (2007) « Enjeux du développement durable dans les pays du Sud : du discours à la pratique », DANS *Le développement durable*, sous la direction de Yvette VEYRET, p. 378-383. Paris : Sedes.
- FILLIÂTRE, Pascal (2008) « La Casamance, belle alternative sénégalaise », *l'Echo touristique*, 12 décembre, p. 21-26.
- HILLALI, Mimoun (2007) « Tourisme et solidarités en Afrique — Humaniser la modernisation pour valoriser la tradition », *Téoros*, vol. 26, n° 3 Tourisme et Solidarité, p. 34.
- HUGON, Philippe (2009) « Le rôle des ressources naturelles dans les conflits armés africains », *Revue Hérodote*, n° 134, Pillages et Pirateries, p. 63-79.
- KNAFOU, Rémy (2007) « Tourisme et développement durable », DANS *Le développement durable*, sous la direction de Yvette VEYRET, p. 178-192. Paris : Sedes.
- KUTAY, Kurt (1999) « Le concept d'écotourisme — comment utiliser le tourisme naturaliste et culturel pour promouvoir la conservation et le développement durable? », *Cahier Espaces*, n° 62, tourisme et environnement, p. 212-213.
- MANÉ, Mame Astou, (2001) « Tourisme rural intégré : un exemple de projet de développement communautaire en Basse-Casamance ». Mémoire de DEA, Dakar : université Cheikh Anta Diop, département de géographie. 125 p.
- MARUT, Jean-Claude (1996) « Les deux résistances casamançaises », *Monde Diplomatique*, janvier, p. 27.
- MASURIER, Didier (1998a) « Sous la plage... les pavés? Enjeux et contradictions sociaux et culturelles du tourisme en Basse-Casamance (Sénégal) », DANS *Tourismes, Touristes, Sociétés*, sous la direction de Franck MICHEL, p. 235-251. Paris : l'Harmattan (coll. Tourisme et sociétés).
- MASURIER, Didier (1998b) *Hôtes et touristes au Sénégal — Imaginaires et relations touristiques de l'exotisme*, Paris, l'Harmattan (coll. Tourismes et Sociétés). 256 p.
- OMT (2002) *Le tourisme et la réduction de la pauvreté*, Madrid : Organisation Mondiale du Tourisme.
- PÉLISSIER, Paul (1966) *Les paysans du Sénégal — les civilisations agraires du Cayor à la Casamance*, Saint-Yrieix : Imprimerie Fabrègue. 910 p.
- SAGLIO, Christian (1979) « Tourisme à la découverte : un projet au Sénégal, en Basse-Casamance », DANS *Tourisme, passeport pour le développement?*, sous la direction de Emmanuel de KADT, p. 316-330. Paris : Economica.
- SAGLIO, Christian (1985) « Un autre tourisme — Sénégal — tourisme rural intégré en Basse-Casamance », *Espaces*, n° 76, p. 29-32.
- SENE-DIOUF, Binta (1982) « Le tourisme en Basse-Casamance (Sénégal) : ses caractéristiques et son impact socio-économique », *Bulletin de l'IFAN*, tome 44, série B, n°1 et 2, janvier-avril, p. 76-136.
- SENE-DIOUF, Binta (1987) « Le tourisme international : étude géographique de son impact sur la Petite Côte et en Basse-Casamance ». Thèse de doctorat, Dakar : Université de Dakar. 318 p.
- THOMAS, Louis-Vincent (1958) « Les Diola — Essai d'analyse fonctionnelle sur une population de Basse-Casamance ». Thèse de doctorat d'État, Dakar : Université de Dakar (IFAN). 821 p.